

AVIS DE SOCIETES

ETATS FINANCIERS

Société Carthage Médical –SA Carthage MED-
Siège social : Zone Touristique, Jinen El Ouest Dkhila -5000 Monastir-

Société Carthage Médical –SA Carthage MED-publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 30 juin 2018. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes Mr. Hichem AJBOUNI.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2017

(Exprimé en dinars)

A C T I F S (Après Audit)			
	NOTES	31 DECEMBRE	
		<u>2017</u>	<u>2016</u>
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>			
<u>Actifs Immobilisés</u>			
Immobilisations		225 540,198	204 539,698
Incorporelles			
Moins : amortissements		-186 684,233	-129 730,820
	Note 1	38 855,965	74 808,878
Immobilisations Corporelles		35 819 679,704	27 415 189,952
Moins : amortissements		-10 450 374,065	-8 704 753,827
Moins : provisions		-40 000,000	-40 000,000
	Note 2	25 329 305,639	18 670 436,125
Immobilisations Financières	Note 3	357 725,854	357 725,854
<u>Total des Actifs Immobilisés</u>		25 725 887,458	19 102 970,857
Autres Actifs non courants		0,000	0,000
<u>Total des Actifs Non Courants</u>		25 725 887,458	19 102 970,857
<u>ACTIFS COURANTS</u>			
Stocks		636 556,787	620 836,119
Moins : provisions		-32 806,193	-21 176,190
	Note 4	603 750,594	599 659,929
Clients et comptes rattachés		9 971 070,269	9 549 415,130
Moins: provisions		-1 072 739,822	-802 413,241
	Note 5	8 898 330,447	8 747 001,889
Autres actifs courants		676 964,205	950 076,492
Moins: provisions		-6 000,000	-6 000,000
	Note 6	670 964,205	944 076,492
Placements et autres actifs financiers		160 146,132	124,296
Moins: provisions		-160 039,536	0,000
	Note 7	106,596	124,296
Liquidités et équivalents de liquidités	Note 8	262 324,756	283 463,905
<u>Total des Actifs Courants</u>		10 435 476,598	10 574 326,511
TOTAL DES ACTIFS		36 161 364,056	29 677 297,368

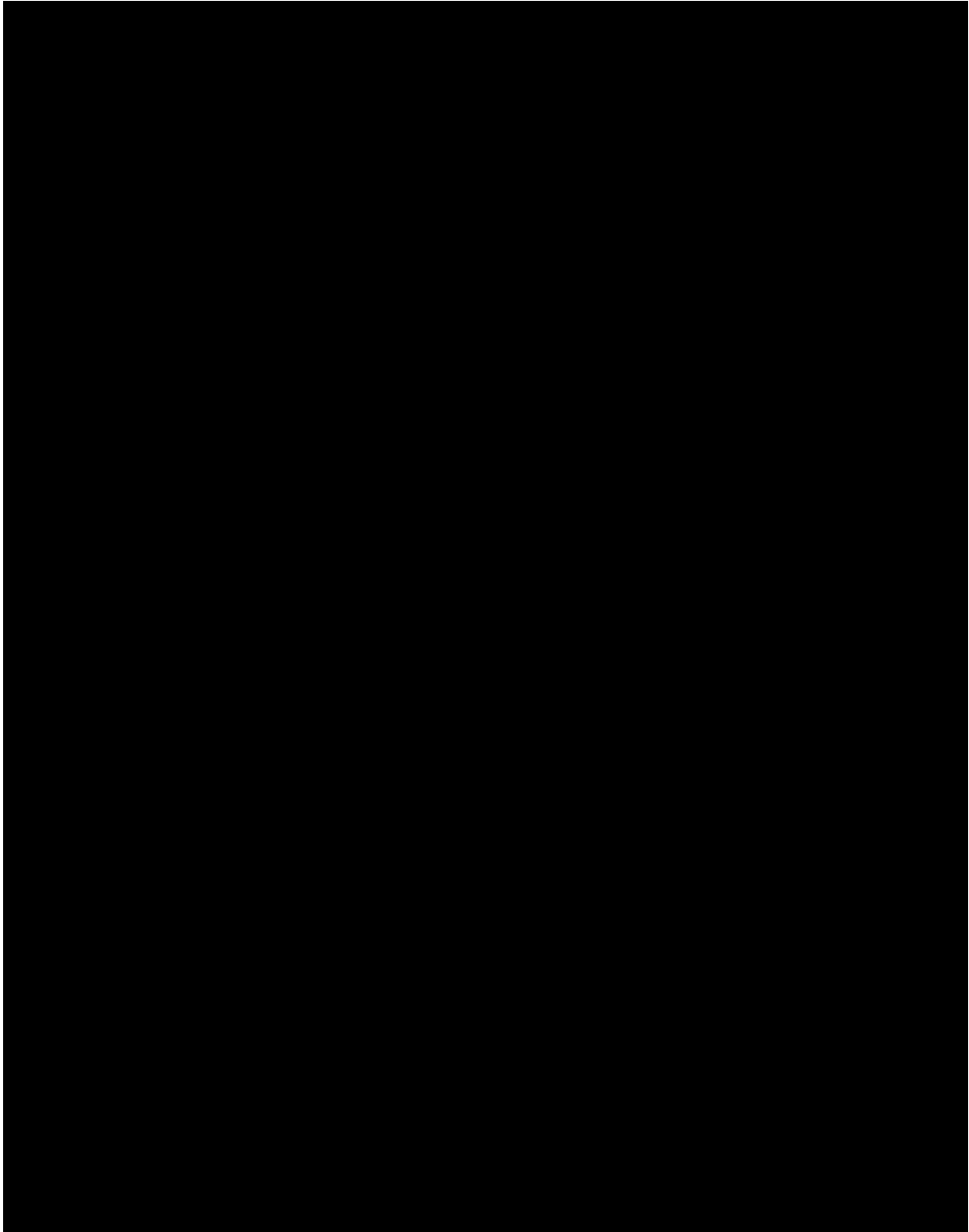
BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2017

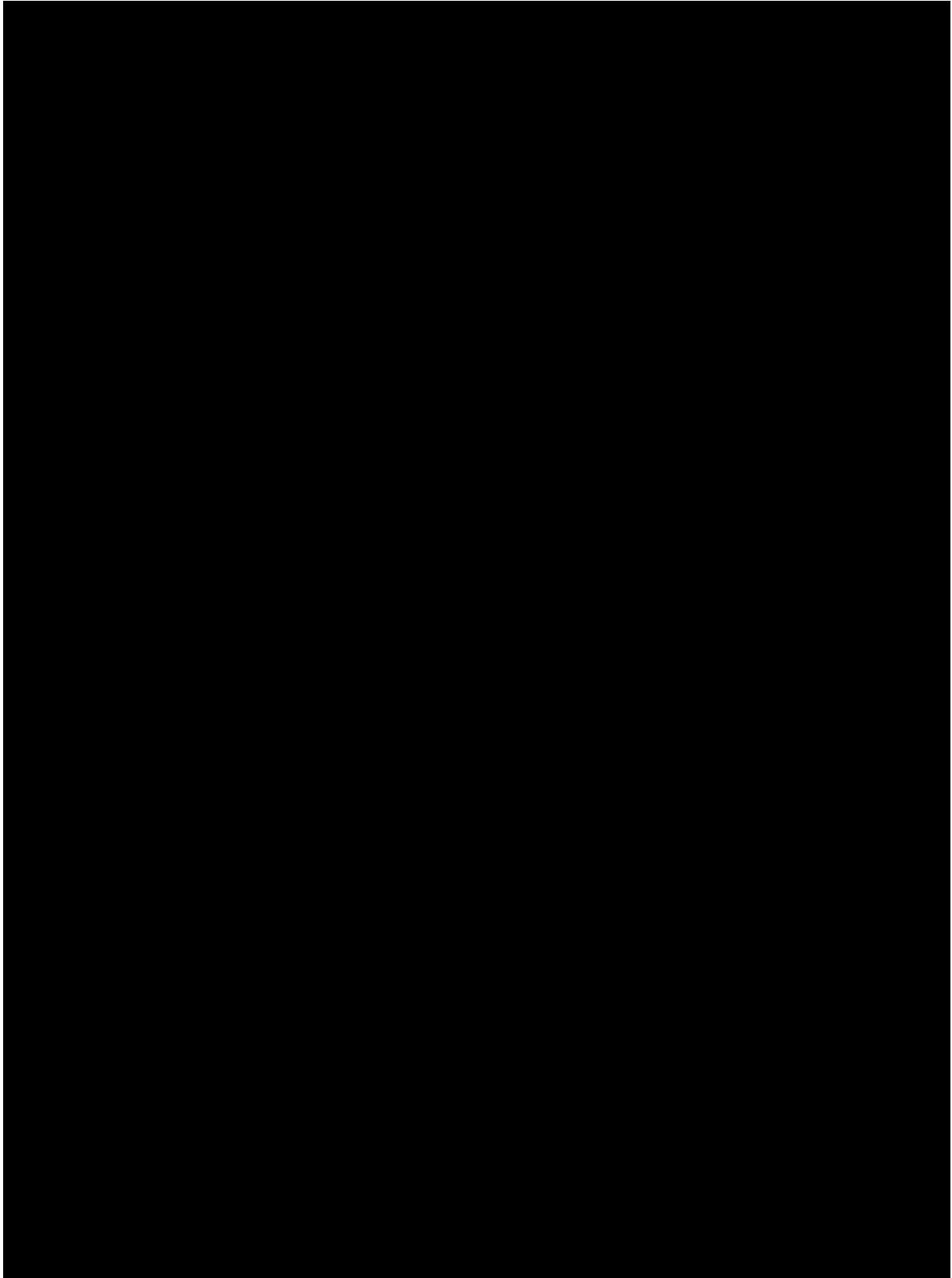
(Exprimé en dinars)

CAPITAUX PROPRES & PASSIFS

(Après Audit)

		NOTES	31 DECEMBRE	
			<u>2017</u>	<u>2016</u>
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS				
<u>CAPITAUX PROPRES</u>				
Capital social	Note I-1		9 600 000,000	9 600 000,000
Résultats reportés			-5 661 222,215	-3 667 019,500
Résérve Spéciale de Réévaluation			7 862 750,000	0,000
Total Capitaux propres			11 801 527,785	5 932 980,500
avant Résultat de l'exercice				
Résultat de l'exercice	Etat de Résultat		-1 193 905,161	-1 994 202,715
Total Capitaux propres		Note 9	10 607 622,624	3 938 777,785
avant affectation				
<u>PASSIFS</u>				
<u>PASSIFS NON COURANTS</u>				
Emprunts	Note 10		10 456 030,384	12 648 321,644
Autres passifs financiers	Note 11		102 411,000	102 411,000
Total des Passifs non courants			10 558 441,384	12 750 732,644
<u>PASSIFS COURANTS</u>				
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 12		4 088 426,167	3 838 093,324
Autres passifs courants	Note 13		6 997 543,445	5 307 497,565
Autres passifs financiers	Note 14		3 105 063,795	3 043 731,353
Concours bancaires	Note 8		804 266,641	798 464,697
Total des Passifs Courants			14 995 300,048	12 987 786,939
Total des Passifs			25 553 741,432	25 738 519,583
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			36 161 364,056	29 677 297,368





I – PRESENTATION DE LA SOCIETE & CONVENTIONS COMPTABLES APPLIQUEES

1/ Présentation de la société :

La société **CENTRE INTERNATIONAL CARTHAGE MEDICAL** a été constituée en Février 2008 sous la forme d'une société anonyme avec un capital initial de DT : 1.200.000 divisé en 2400 actions d'une valeur nominale de 500 DT chacune.

L'AGE du 16 Juillet 2011 a porté le capital à DT : 3.500.000 et ce, par la création 4600 actions de DT : 500 chacune.

L'AGE du 1^{er} Juillet 2012 a porté le capital à DT : 7.000.000 et ce, par la création de 7000 actions de DT : 500 chacune.

L'AGE du 24 Février 2013 a porté le capital à DT : 8.500.000 et ce, par la création de 3000 actions de DT : 500 chacune.

L'AGE du 20 Octobre 2013 a porté le capital à DT : 9.600.000 et ce, par la création de 2200 actions de DT : 500 chacune.

La société a pour objet, notamment :

- ❑ *Toutes activités médicales et chirurgicales se rattachant à la création d'un complexe Médico-chirurgical : une Clinique multidisciplinaire, un centre de rééducation fonctionnelle, un check up centre.*
- ❑ *Et généralement, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.*

Selon la Loi n°2016-71 du 30 Septembre 2016, portant Loi de l'Investissement, l'activité de la Polyclinique est considérée comme étant une activité de soutien et de ce fait, elle bénéficie de l'imposition des bénéfices provenant de son activité, ainsi que les bénéfices exceptionnels liés à l'activité, à l'impôt sur les sociétés au taux de 10%.

Notons que *le CENTRE INTERNATIONAL CARTHAGE MEDICAL* est entré en exploitation en Décembre 2013.

Il y a lieu de noter que la société est considérée comme faisant appel public à l'épargne au sens de l'article premier de la loi n°94-117 du 14 Novembre 1994, portant réorganisation du Marché financier, étant donné que le nombre d'actionnaires a dépassé cent (100).

2/ Conventions et méthodes comptables appliquées :

2-1 : Déclaration de conformité

La société déclare l'utilisation des normes comptables tunisiennes comme référentiel pour la préparation et la présentation de ses états financiers.

2-2 : Conventions comptables

Les états financiers sont établis dans l'hypothèse d'une continuité justifiée de l'exploitation et d'une comptabilité d'engagements. Les conventions comptables les plus significatives appliquées par la société sont les suivantes :

a) Convention de l'entité

La société est considérée comme étant une entité comptable autonome et distincte de ses propriétaires.

b) Convention du coût historique

Les biens et services acquis par la société sont comptabilisés à leur coût de transaction, soit le montant effectivement payé ou dû.

c) Convention de la permanence des méthodes

Cette convention exige que les mêmes méthodes de prise en compte, de mesure et de présentation soient utilisées par la société d'une période à l'autre et ce, afin de permettre la comparaison dans le temps de l'information comptable.

d) Convention de l'importance relative

Les états financiers révèlent tous les éléments dont l'importance peut affecter les appréciations ou les décisions.

2-3 : Méthodes Comptables

a) Les Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Sont inclus dans le coût :

- ❑ Le prix d'achat (net de réductions commerciales),
- ❑ Les droits et taxes supportés et non récupérables,
- ❑ Les frais directs nécessaires pour la mise en marche de l'immobilisation en vue de l'utilisation prévue (commissions et frais d'actes, honoraires des architectes et ingénieurs, frais de démolition et de viabilisation, frais de préparation du site, frais de livraison et de manutention initiaux, frais d'installation et de montage),
- ❑ Les intérêts (intercalaires et commissions bancaires) relatifs à des crédits spécifiques contractés pour le financement d'une immobilisation donnée pendant la phase d'investissement.

A la clôture de l'exercice, les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement qui traduit la diminution irréversible de leurs valeurs résultant de l'usage, de l'usure, du changement de technique et de toute autre cause. La dotation aux amortissements de l'exercice est constatée en charges. La méthode d'amortissement pratiquée est la méthode linéaire qui consiste à répartir linéairement le montant amortissable sur la durée d'utilisation normale de l'immobilisation en question.

En 2017, la société a procédé à la révision de certains taux d'amortissement de certaines immobilisations corporelles afin de refléter leur durée d'utilisation économique. Ce changement d'estimation a concerné les constructions dont la durée d'amortissement passe de 20 ans à 50 ans, ainsi que les installations techniques et les équipements médicaux qui seront amortis sur 10 ans au lieu de 7 ans. Conformément à la Norme comptable n°11, relative aux modifications comptables, le changement des taux d'amortissement affectera le résultat de l'exercice en cours et des exercices ultérieurs.

En ce qui concerne les immobilisations d'une valeur inférieure ou égale à 200DT, elles sont amorties intégralement.

b) Les Stocks

Le coût d'acquisition des stocks comprend le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et taxes non récupérables ainsi que les frais de transport, d'assurances liés au transport de réception et autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés. Toutes les réductions commerciales et autres éléments analogues, sont déduites du coût d'acquisition.

La société comptabilise les flux d'entrée et de sortie des stocks selon la méthode de l'inventaire intermittent. Selon cette méthode, tous les achats sont considérés provisoirement comme des charges

et les stocks sont déterminés de manière extra-comptable à la date de l'arrêté de la situation comptable suite à un inventaire physique.

Les stocks sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Compte tenu de leurs spécificités, les médicaments et produits pharmaceutiques sont gérés selon la méthode du « Premier périmé premier sorti ».

Les articles périmés inventoriés à la date de clôture sont provisionnés à 100% et ne seront retirés du Bilan que sur la base d'un Procès-verbal de destruction élaboré par un huissier de justice et en présence de deux agents de l'administration fiscale.

c) Valeurs réalisables

Les valeurs réalisables se composent notamment des créances renfermant à la fois les prestations fournies par la Polyclinique ainsi que les honoraires des médecins et autres prestataires tels que les pharmacies externes et les laboratoires que la Polyclinique se charge de les recouvrer pour leur compte.

Les créances clients sur les prestations d'autrui sont présentées distinctement parmi la rubrique « Clients & comptes rattachés ». Les dettes leur afférentes sont constatées parmi les « Autres passifs courants ».

Si une incertitude relative au recouvrement des prestations fournies par la Polyclinique prend naissance après la constatation des revenus une provision est constituée pour en tenir compte.

Les hypothèses suivantes sont retenues pour l'estimation des provisions pour dépréciation des créances clients :

- *Les créances libyennes ont été provisionnées à hauteur de 25%.*
- *Les créances impayées remontant à plus que deux années sont provisionnées à 100%.*
- *Les créances impayées transférées au service contentieux pour action en justice sont provisionnées à 50%.*

d) Taxe sur la Valeur Ajoutée

La société est assujettie obligatoire à la TVA sur l'ensemble de ses affaires ; Néanmoins, et vu que certaines ventes de consommables soient exonérées de la TVA, la société est considérée, selon les dispositions du § II-1 de l'article 9 du Code de la TVA, comme assujettie partielle à la TVA. De ce fait, le montant de la TVA dont la déduction est susceptible d'être opérée, est calculé selon un pourcentage résultant du rapport entre les éléments ci-après réalisés durant l'exercice précédent :

Numérateur : Recettes soumises à la TVA majorées de celles qui proviennent de l'exportation des produits ou services passibles de la taxe ou de livraisons faites en suspension de ladite taxe.

Dénominateur : Sommes visées au numérateur, augmentées des recettes provenant d'affaires exonérées ou situées hors du champ d'application de la TVA.

La partie non déductible selon le pourcentage précité constitue ainsi un complément de coût, s'agissant aussi bien d'investissement que de charges d'exploitation.

e) Emprunts

Le principal des emprunts débloqués, est comptabilisé au passif du bilan sous la rubrique « *Passifs non courants* ». La fraction à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

Les charges d'intérêts sont constatées à leurs échéances selon les tableaux de remboursement.

f) Revenus

Les revenus se composent du chiffre d'affaires net de toutes remises, rabais et ristournes accordés.

Les prestations de services fournies par la Polyclinique sont constatées à la date de leur réalisation.

Les prestations qui chevauchent entre deux exercices sont arrêtées et constatées parmi les revenus de l'exercice, en attendant leur facturation à la sortie des patients.

II- NOTES AUX ETATS FINANCIERS :

Note 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES^K

Les immobilisations incorporelles, nettes d'amortissement, s'élèvent à la clôture de l'exercice à DT : 38.855,965 contre DT : 74.808,878 à l'issue de l'exercice précédent, et se détaillent comme suit :

Désignation	Valeurs Brutes 2017	Amortissements	VCN au 31/12/2017	VCN au 31/12/2016
Immob. Incorporelles	225 540,198	-186 684,233	38 855,965	74 808,878

La dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles s'est élevée à la clôture de l'exercice à DT : 56.953,413 et a été comptabilisée, à juste titre, parmi les charges d'exploitation de l'exercice (ANNEXE A).

Note 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles, nettes d'amortissement, s'élèvent à la clôture de l'exercice à DT : 25.329.305,639 contre DT : 18.670.436,125 à l'issue de l'exercice précédent, et se détaillent comme suit :

Désignation	Valeurs Brutes 2017	Amortissements	Provisions	VCN au 31/12/2017	VCN au 31/12/2016
Terrain	3 241 179,581	-	-	3 241 179,581	537 396,581
Constructions	13 132 278,196	-1 334 835,321	-	11 797 442,875	6 758 835,474
Installations Techniques, M&O médicaux	16 424 533,698	-8 045 435,232	-	8 379 098,466	9 321 338,092
Matériel de Transport	177 025,644	-157 713,706	-	19 311,938	43 447,007
Autres Immobilisations corporelles	1 274 244,366	-898 034,409	-	376 209,957	515 219,698
Immob. Corporelles En-cours	1 437 676,161	-	-	1 437 676,161	1 412 216,320
Avances & acomptes s/Commandes Immob.	57 963,627	-	-40 000,000	17 963,627	14 334,082
Immobilisations Corporelles - Leasing	74 778,431	14 355,397	-	60 423,034	67 648,871
Total	35 819 679,704	-10 450 374,065	-40 000,000	25 329 305,639	18 670 436,125

La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles s'est élevée à la clôture de l'exercice à DT : 1.762.229,867 et a été comptabilisée, à juste titre, parmi les charges d'exploitation de l'exercice. (ANNEXE A)

^K : Cf. Tableau des Immobilisations Corporelles & Incorporelles en ANNEXE A.

Note 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières s'élèvent à la clôture de l'exercice à D : 357.725,854 et se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016
Cautions accordées aux Fournisseurs <i>(Air Liquide-STEG-SONEDE)</i>	57 685,853	57 685,853
Cautions accordées à l'administration fiscale Note 3-1	300 040,001	300 040,001
Total	357 725,854	357 725,854

Note 3-1 : La Polyclinique a fait l'objet d'un contrôle fiscal approfondi dont les résultats ont été contestés. L'Arrêté de taxation d'office (A.T.O) numéro 1083 du 17 Février 2016 a fait ressortir des impôts et des pénalités qui ont fait l'objet d'une caution en 2016.

Le jugement fiscal émanant du Tribunal de première instance de Monastir en date du 9 Août 2017, suite à l'audience du 15 Mars 2017, a prononcé l'annulation du contenu de l'A.T.O et de tous ses effets pour vice de forme. L'administration fiscale a interjeté appel à l'encontre de ce jugement dont le sort n'est toujours pas connu à la date de rédaction du présent rapport.

Note 4 : STOCKS

Les stocks s'élèvent à la clôture de l'exercice à DT : 603.750,594 contre DT : 599.659,929 à l'issue de l'exercice précédent, et se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016
Produits PHARMACIE	626 661,246	613 011,263
Produits ECONOMAT	9 895,541	7 824,856
Total Brut	636 556,787	620 836,119
Provision pour Dépréciation Produits PHARMACIE	(32 275,141)	(21 176,190)
Provision pour Dépréciation Produits ECONOMAT	(531,052)	-
Total Net	603 750,594	599 659,929

Les stocks ont fait l'objet d'un inventaire physique à la clôture de l'exercice et ont été évalués au Coût Moyen Pondéré (CMP). Il est à noter, que nous n'avons pas assisté aux opérations d'inventaire physique à la clôture de l'exercice.

Note 5 : CLIENTS & COMPTES RATTACHES

Cette rubrique accuse à la clôture de l'exercice un solde, net de provisions, de DT : 8.898.330,447 contre DT : 8.747.001,889 à l'issue de l'exercice précédent, et se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016
Clients - Payants	272 917,350	153 918,323
Clients - Créances Radiologie	15 508,292	15 508,292
Clients - CNAM	1 882 449,578	1 915 521,844
Clients - Autres organismes locaux	490 048,942	267 154,873
Clients - Autres organismes étrangers	115 195,845	228 254,393
Clients - Ambassade & Consulat Libye	2 931 891,418	2 931 901,485
Clients – Organismes libyens Trust	739 569,271	739 569,271
Clients - Effets à recevoir	161 630,159	102 562,968
Clients – Créances pour le compte d'autrui	3 183 925,915	3 105 783,442
Clients - Créances douteuses & litigieuses	40 630,948	40 630,948
Clients - Chèques impayés	45 625,389	-
Clients – Créances sur prestations à facturer	91 677,162	48 609,291
Total Brut	9 971 070,269	9 549 415,130
Provision p/ Dépréciation Créances douteuses Note 5-1	-1 016 139,988	-782 052,367
Provision p/ Dépréciation Créances douteuses Note 5-1	-40 630,948	-20 360,874
Provision p/ Dépréciation Chèques impayés Note 5-1	-15 968,886	-
Total Net	8 898 330,447	8 747 001,889

Note 5-1 : Provision p/Dépréciation Clients douteux et litigieux

Les provisions pour dépréciation constatées ont été faites uniquement sur la partie revenant à la Polyclinique.

Les clients libyens (Ambassade, Consulat, TRUST) ont été provisionnés à hauteur de 25%.

Les autres clients dont les créances sont antérieures à 2016 ont été provisionnés à 100%.

Les créances postérieures à 2016 sont provisionnées à 50%.

Pour les chèques impayés, la quote-part de la Polyclinique, estimée à 70%, est provisionnée à hauteur de 50%.

Note 6 : AUTRES ACTIFS COURANTS

Cette rubrique accuse à la clôture de l'exercice un solde débiteur de DT : 670.964,205 contre DT : 944.076,492 à l'issue de l'exercice précédent, se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016
Fournisseurs, Avances & acomptes	8 281,630	11 033,803
Fournisseurs, RRR s/ Avoirs à obtenir	-	5 968,493
Personnel, Avance	1 170,222	1 175,000
Personnel, Prestations de soins à recouvrer	2 219,529	1 258,745
Etat, Retenues à la source subie (<i>sans certificats</i>)	56,712	-
Etat, Excédent d'I.S à reporter TDRF / ANNEXE D	376 432,909	281 764,746
Etat, Crédit de TVA (1)	111.384,601	186 481,492
Etat, Restitution Crédit de TVA	-	309 422,775
Actionnaires, Frais d'enregistrement de Cession d'actions	125,540	125,540
Intérêts à recevoir	-	14,413
Charges constatées d'avance	175 490,099	149 006,485
Intérêts constatés d'avance	1 802,963	3 682,650
Impôts constatés d'avance	-	142,350
Total Brut	676 964,205	950 076,492
Provision p/ Dépréciation sur Avance fournisseurs	(6 000,000)	(6 000,000)
Total Net	670 964,205	944 076,492

(1) : La comptabilité de la société, après audit, fait ressortir à la clôture de l'exercice un crédit de TVA de DT : 111.384,601 alors que la déclaration mensuelle du mois de Décembre 2017 dégage un crédit de TVA de DT : 16.410,816 d'où un écart de DT : 94.973,783 qu'il y a lieu de régulariser dans les meilleurs délais.

Note 7 : PLACEMENTS & AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Cette rubrique accuse à la clôture de l'exercice un solde débiteur, net de provisions, de DT : 106,596 contre DT : 124,296 à l'issue de l'exercice précédent et se détaille comme suit :

Désignation	2017	2016
Régies d'avance & Accréditifs	106,596	124,296
Ecart d'inventaire s/ Caisse Note 7-1	160 039,536	-
Total	160 146,132	124,296
Provision p/ Dépréciation Ecart d'inventaire s/Caisse	-160 039,536	-
	106,596	124,296

Note 7-1 : Il s'agit d'un écart sur inventaire de la caisse qui a fait l'objet d'une affaire en justice.

Note 8 : LIQUIDITES & EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Cette rubrique accuse à la clôture de l'exercice un solde débiteur DT : 262.324,756 contre un solde débiteur de DT : 283.463,905 à l'issue de l'exercice précédent, se détaillant comme suit :

Désignation	Soldes au 31 Décembre 2017		Soldes au 31 Décembre 2016	
	Débiteurs	Créditeurs	Débiteurs	Créditeurs
CHEQUES EMIS		255 545,409		130 556,052
CHEQUES A ENCAISSER	89 068,104		60 824,166	
CHEQUES IMPAYES	-		5 944,874	
CHEQUES REMIS A L'ENCAISSEMENT	36 881,018		-	
CHEQUES BLOQUES	1 212,830		-	

TICKETS RESTAURANT	1 771,600		1 800,450	
TPE	837,672			134,000
TOTAL DIVERS	129 771,224	255 545,409	68 569,490	130 690,052
AMEN BANK 204		276 405,387		299 478,122
AMEN BANK 092		272 315,845		368 296,523
AMEN BANK 138	1 336,375		3 760,322	
ZITOUNA BANK	37 870,465		3 201,732	
BIAT	3 660,378		-	
TOTAL BANQUES	42 867,218	548 721,232	6 962,054	667 774,645
CAISSE DEPENSES	837,462		582,122	
CAISSE REGL. CLIENTS	86 706,152		25 184,703	
ECART D'INVENTAIRE	-		182 165,536	
CAISSE CAFETERIA	2 142,700		-	
TOTAL CAISSES	89 686,314		207 932,361	
TOTAL GENERAL	262 324,756	804 266,641	283 463,905	798 464,697

TRESORERIE NETTE		541 941,885		515 000,792
<i>Ajustement Virements reçus par erreur Note 14</i>		190 731,390		190 731,390
<i>Ajustement Ecart s/Caisse</i>	182 165,536			
TRESORERIE NETTE RETRAITEE		550 507,739		705 732,182

Note 9 : CAPITAUX PROPRES ^κ

Les capitaux propres s'élèvent à la clôture de l'exercice à DT: 10.607.622,624 contre DT : 3.938.777,785 à l'issue de l'exercice précédent, se détaillant comme suit :

Désignation		2017	2016
Capital social	Note I-1	9 600 000,000	9 600 000,000
Résultats reportés	ANNEXE B	-5 661 222,215	-3 667 019,500
Réserve spéciale de réévaluation	(1)	7 862 750,000	-
Total Capitaux propres avant Résultat		11 801 527,785	5 932 980,500
Résultat Net de l'Exercice		-1 193 905,161	-1 994 202,715
Total Capitaux propres après Résultat		10 607 622,624	3 938 777,785
Nombre d'actions		19200	19200
Résultat par action		-62,182	-103,864

(1) : Il s'agit d'une réserve constituée suite à la réévaluation du terrain et des constructions. C'est une dérogation à la Norme Comptable n°5 et au principe du coût historique.

Note 10 : EMPRUNTS ^μ

L'en-cours à long terme des emprunts bancaires s'élève à la clôture de l'exercice à DT : 10.456.030,384 contre DT : 12.648.321,644 à l'issue de l'exercice précédent.

^κ : Cf. Tableau de Mouvements des Capitaux Propres en **ANNEXE B**.

^μ : Cf. Tableau des Emprunts en **ANNEXE C**.

Note 11 : AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Cette rubrique accuse à la clôture de l'exercice un solde créditeur de DT : 102.411,000 qui se détaille comme suit :

Désignation	2017	2016
Cautions reçues des Clients	100 000,000	100 000,000
Cautions reçues des Fournisseurs	2 411,000	2 411,000
Total	102 411,000	102 411,000

Note 12 : FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES

Cette rubrique accuse à la clôture de l'exercice un solde créditeur de DT : 4.088.426,167 contre DT : 3.838.093,324 à l'issue de l'exercice précédent, se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016
Fournisseurs d'Exploitation	1 919 792,891	2 009 940,013
Fournisseurs d'Exploitation, Effets à payer	1 695 390,261	1 503 231,319
Fournisseurs d'Immobilisations	164 005,748	70 494,917
Fournisseurs d'Immobilisations, Retenue de Garantie	28 012,313	27 725,401
Fournisseurs d'Immobilisations, Effets à payer	9 841,135	8 276,157
Fournisseurs d'Exploitation, Factures Non Parvenues	261 864,010	208 905,708
Fournisseurs d'Immobilisations, Factures Non Parvenues	9 519,809	9 519,809
Total	4 088 426,167	3 838 093,324

Note 13 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants accusent à la clôture de l'exercice un solde créditeur de DT : 6.997.543,445 contre DT : 5.307.497,565 à l'issue de l'exercice précédent, se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016
Clients, Avances	286 395,214	236 034,055
Personnel & Comptes rattachés	7 179,516	6 365,018
Personnel, Rémunération due au PDG	3 000,000	6 000,000

Personnel, Autres charges à payer	Note 13-1	497 408,572	401 298,571
Etat, Impôts & Taxes à payer	Note 13-2	651 529,391	227 024,691
Etat, TVA s/ Prestations en-cours		-	2 397,622
Etat, Charges fiscales à payer		22 774,747	14 374,523
Administrateurs, Jetons de présence		69 000,000	66 000,000
Organismes sociaux – CNSS		386 070,285	184 339,360
Organismes sociaux – Engagement CNSS		-	191 831,236
Autres charges sociales		19 189,558	17 902,145
Créditeurs Divers	Note 13-3	5 017 974,792	3 933 597,011
Charges à payer		17 021,370	333,333
Provisions pour Risques & Charges (<i>Taxation d'Office</i>)	Note 3-1	20 000,000	20 000,000
Total		6 997 543,445	5 307 497,565

Note 13-1 : Personnel, autres charges à payer

Il s'agit de la provision des rappels sur salaires 2016-2017, des congés à payer et des primes 2017 pour respectivement DT : 217.123,863 DT : 126.462,165 et DT : 153.822,544.

Note 13-2 : Etat, Impôts & Taxes

Désignation	Solde comptable	Déclaration Fiscale 12/2017	Ecart	Observations
Etat, R.S (*)	588 064,499	18 368,792	569 695,707	Régularisé en 2018
Etat, TFP	41 134,908	3 697,992	37 436,916	Régularisé en 2018
Etat, FOPROLOS	14 697,608	1 848,996	12 848,612	Régularisé en 2018
Etat, Droit de timbre	3 730,300	949,500	2 780,800	Régularisé en 2018
Etat, TCL	3 902,076	-	3 902,076	Régularisé en 2018
TOTAL IMPOTS A PAYER	651 529,391	24 865,280	626 664,111	

(1) : Retenues sur Salaires, sur Marché 1,5%, sur Honoraires 5%, sur Honoraires 15% et sur Jetons de présence 20%.

Note 13-3 : Médecins et prestataires liés

Le solde du poste « Médecins et prestataires liés » se détaille comme suit :

Désignation	2017	2016
Médecins	3 555 946,200	2 849 058,864
Pharmacies externes	355 719,664	557 549,691
Pharmacies externes en attente d'apurement	384 276,237	-
Laboratoires d'analyses médicales	584 681,127	421 863,407
Banque de sang	32 916,804	33 306,904
Autres prestataires	104 434,760	71 818,145
Total	5 017 974,792	3 933 597,011

Note 14 : AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Le solde de cette rubrique s'élève à la clôture de l'exercice à DT : 3.105.063,795 contre DT : 3.043.731,353 à l'issue de l'exercice précédent, se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016
Emprunt lié au Cycle d'exploitation	346 720,000	704 040,000
Echéances en Principal à (–) 1 an ANNEXE C	2 192 291,260	2 004 973,091
Echéances Impayées en Principal ANNEXE C	325 529,862	-
Intérêts courus et non échus	49 791,283	143 986,872
Virements reçus par erreur (A rembourser)	190 731,390	190 731,390
TOTAL GENARAL	3 105 063,795	3 043 731,353

Note 15 : REVENUS

Les revenus de l'exercice se sont élevés à DT : 12.734.890,356 contre DT : 12.225.642,384 à l'issue de l'exercice précédent, enregistrant ainsi une augmentation de DT : 509.247,972, soit +4,16%, se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation	%
Prestations de soins et liés Note 15-1	12 566 684,363	12 147 490,668	419 193,695	+3,45%
Reprise Prestations de soins En-cours (N-1)	-48 609,291	-20 328,602	-28 280,689	
Prestations de soins En-cours (N)	94 074,784	10 164,301	83 910,483	
Revenus des Soins	12 612 149,856	12 137 326,367	474 823,489	+3,91%
Produits résiduels	643,816	394,930	248,886	+63,02%
Produits Cafétéria	120 975,481	86 671,087	34 304,394	+39,58%
Produits Distributeur	1 121,203	1 250,000	-128,797	-10,30%
Autres Revenus	122 740,500	88 316,017	34 424,483	+38,98%
TOTAL GENERAL	12 734 890,356	12 225 642,384	509 247,972	+4,16%

Note 15-1 Prestations de soins et liés

Les prestations médicales se détaillent comme suit :

Prestations	2017	2016	Variation	%
Séjour Patients	2 035 191,003	1 726 154,281	309 036,722	+17,90%
Prestations médicales	2 771 512,276	2 558 787,614	212 724,662	+8,31%
Ventes produits pharmaceutiques	1 011 574,728	733 415,471	278 159,257	+37,92%
Ventes produits à usage unique	4 228 722,499	4 446 230,482	-217 507,983	-4,89%
Transport médicalisé	34 354,711	33 659,364	695,347	+2,06%
Radiologie	2 485 329,146	2 649 243,456	-163 914,310	-6,18%
Total	12 566 684,363	12 147 490,668	419 193,695	+3,45%

Note 16 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à la clôture de l'exercice à DT : 55.147,152 contre DT : 49.049,634 à l'issue de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation	%
Produits des activités annexes	120,000	86,441	33,559	+38,82%
Reprise s/ Provision pour dépréciation Clients initialement déduite	-	325,000	-325,000	-100%
Reprise s/ Provision pour dépréciation Clients initialement réintégrée	12 988,781	25 772,388	-12 783,607	-49,60%
Transfert de charges	-	1 548,375	- 1 548,375	-100%
Avance s Crédit TFP	19 052,341	21 317,430	- 2 265,089	-10,62%
Remboursement Assurance	22 976,030	-	22 976,030	-
Total	55 147,152	49 049,634	6 138,818	+12,51%

Note 17 : ACHATS MATIERES PREMIERES & PRESTATIONS CONSOMMEES

Les achats consommés s'élèvent à la clôture de l'exercice à DT : 5.474.236,078 contre DT : 5.490.162,968 à l'issue de l'exercice précédent, enregistrant ainsi une diminution de DT : 15.926,790 soit -0,29%, se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation	%
Produits médicaux & paramédicaux	4 499 962,244	4 625 961,922	-125 999,678	-2,72%
Produits alimentaires & fournitures de cuisine	258 269,433	227 113,187	31 156,246	+13,7%
Achats liés aux Prestations de radiologie CIR	731 725,069	768 321,899	-36 596,830	-4,76%
Variation Stocks Produits pharmaceutiques	(13 649,983)	(140 317,944)	-	
Variation Stocks Produits Economat	(2 070,685)	9 083,904	-	
Total	5 474 236,078	5 490 162,968	-15 926,890	-0,3%

Note 18 : AUTRES APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES

Les autres approvisionnements consommés s'élèvent à la clôture de l'exercice à DT : 1.041.829,002 contre DT : 843.444,184 à l'issue de l'exercice précédent, enregistrant ainsi une augmentation de DT : 198.384,818 soit +23,52%, se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation	%
Fournitures de bureau	10 023,548	8 442,818	1 580,730	+18,72%
Imprimés	43 855,638	28 072,456	15 783,182	+56,22%
Fournitures de radiologie	97 512,508	14 455,760	83 056,748	+5,7 fois
Fournitures informatiques	16 342,285	16 842,826	-500,541	-2,97%
Produits d'accueil	-	7 116,382	-7 116,382	-100%
Produits de nettoyage	19 344,700	17 047,879	2 296,821	+13,47%
Produits d'hygiène	68 597,071	80 646,043	-12 048,972	-14,94%
Fournitures de maintenance	64 056,653	30 748,808	33 307,845	+108,3%
Fournitures médicales	26 954,196	13 496,236	13 457,960	+99,72%
Divers autres achats non stockés	896,562	-	896,562	-
Carburants	22 053,525	19 040,905	3 012,620	+15,82%
Electricité	427 809,974	424 225,594	3 584,380	0,84%
Gaz	77 530,922	64 902,450	12 628,472	+19,45%
Eau	54 556,497	43 253,682	11 302,815	+26,13%
Oxygène	112 294,923	75 152,345	37 142,578	+49,42%
Total	1 041 829,002	843 444,184	198 384,818	+23,5%

Note 19 : CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel se sont élevées à la clôture de l'exercice à DT : 3.298.609,366 contre DT : 3.113.655,672 à l'issue de l'exercice précédent, enregistrant ainsi une augmentation de DT : 184.953,694 soit + 5,94%, se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation	%
Salaires et compléments de salaires	2 356 996,123	2 328 896,258	28 099,865	+1,21%
Salaires SIVP	253 037,385	226 856,197	26 181,188	+11,54%

Salaires – Régime 5 ans	204 994,778	96 360,632	108 634,146	+1,12 fois
Rémunération du PDG	47 605,776	39 760,276	7 845,500	+19,73%
Reprise Congés à payer N-1	-114 277,395	-109 612,300	-4 665,095	
Congés à payer N	126 462,165	114 277,395	12 184,770	
Charges sociales patronales	402 161,867	396 397,281	5 764,586	+1,45%
Médecine de travail	8 222,345	5 980,170	2 242,175	+37,49%
Tenues de travail	13 558,172	14 739,763	- 1 181,591	-8,01%
Charges de personnel liées à M.C	(151,850)	-	-	-
Total	3 298 609,366	3 113 655,672	184 953,694	+5,94%

Note 20 : DOTATION AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS

Les dotations aux amortissements, et aux résorptions se sont élevées à la clôture de l'exercice à DT : 2.274.178,181 contre DT : 3.043.259,175 à l'issue de l'exercice précédent, se détaillant comme suit :

Désignation		2017	2016
Dotation aux amortissements		1 819 183,280	2 993 661,123
	Immobilisations Incorporelles ANNEXE A	56 953,413	60 465,906
	Immobilisations Corporelles ANNEXE A	1 762 229,867	2 933 195,217
Dotation aux provisions		454 994,901	49 598,835
	Provision p/ Dépréciation des Créances clients	283 325,362	46 205,835
	Provision p/ Dépréciation des Stocks	11 630,003	3 392,217
	Provision p/ Dépréciation des Eléments financiers (1)	160 039,536	-
Total Général		2 274 178,181	3 043 259,175

(1) : Provision de l'Ecart d'inventaire de la Caisse. (Cf. Note 7)

Remarque :

La société a révisé à la baisse les taux d'amortissement de ses immobilisations corporelles afin de se rapprocher de leurs durées d'utilité économique. L'incidence de cette révision des taux sur la dotation aux amortissements et, par conséquent sur le résultat de l'exercice et les capitaux propres, a été de l'ordre de DT : 1.116.150,000.

Note 21 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à la clôture de l'exercice à DT : 1.201.780,998 contre DT : 943.680,634 à l'issue de l'exercice précédent, enregistrant ainsi une augmentation de DT : 258.100,364 soit +27,35 % et se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation	%
SERVICES EXTERIEURS	859 289,761	536 256,278	323 033,483	+60,24%
Prestations de services – Analyses	9 232,500	7 716,224	1 516,276	+19,65%
Location Matériels	6 062,892	15 170,311	-9 107,419	-60,03%
Entretien & Réparation Locaux	3 880,572	12 218,808	-8 338,236	-68,24%
Entretien & Réparation Matériel médical	260 679,113	276 686,310	-16 007,197	-5,79%
Entretien & Réparation Matériel de radiologie	347 506,778	-	347 506,778	-
Entretien & Réparation Matériel de Transport	11 377,555	6 255,742	5 121,813	+81,87%
Frais d'hygiène	55 639,526	37 987,615	17 651,911	+46,46%
Frais de Nettoyage à sec	93 526,270	110 288,450	-16 762,180	-15,2%
Assurance	42 456,378	42 095,440	360,938	+0,85%
Etudes & autres services	3 525,056	-	3 525,056	-
Documentation	-	137,176	-137,176	-
Formation	25 403,121	27 700,202	-2 297,081	-8,29%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	247 763,969	310 448,123	-62 684,154	-19,82%
Honoraires Staff Médical	51 841,304	35 429,964	16 411,340	+46,32%
Honoraires Experts & auxiliaires de justice	78 081,666	116 606,174	-38 524,508	-33,04%
Publicité, Publications & Relations Publiques	9 168,205	16 796,973	- 7 628,768	-45,41%
Dons & Subventions	-	200,000	-200,000	-100%
Actes gratuits	-	730,000	-730,000	-100%
Transports Biens & personnes	1 258,445	394,396	864,049	+2,2 fois
Voyages, Missions & Réceptions	7 171,530	16 784,953	-9 613,423	-57,27%
Frais postaux & de Télécom	52 843,561	49 683,504	3 160,057	6,36%

Services bancaires & assimilés	20 002,603	9 170,274	10 873,629	+1,2 fois
Commissions Tickets restaurant	396,655	217,423	179,232	+82,43%
Jetons de présence	27 000,000	63 000,000	-36 000,000	-57,14%
Autres services liés à une Modif. Comptables	-	1 434,462		
IMPOTS, TAXES & VER.ASSIMILES	94 727,268	96 976,233	- 2 248,965	-2,32%
TFP	47 809,379	47 278,626	530,753	+1,12%
FOPROLOS	23 904,686	23 639,314	265,372	+1,12%
TCL	15 489,120	15 489,120	-	-
Droit d'enregistrement & timbres	3 339,820	1 175,000	2 164,820	+1,8 fois
Taxes s/ Véhicules	1 170,766	1 190,400	-19,634	-1,65%
Taxe municipale	2 860,517	3 928,183	-1 067,666	-27,18%
Redevance occupation voie publique	-	4 098,000	-4 098,000	-100%
Autres taxes	152,980	177,590	-24,610	-13,85%
TOTAL GENERAL	1 201 780,998	943 680,634	258 100,364	+27,35%

Note 22 : CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières nettes se sont élevées à la clôture de l'exercice à DT : 678.494,415 contre DT : 803.661,193 à l'issue de l'exercice précédent, enregistrant ainsi une diminution de DT : 125.166,778 soit -15,57%, se détaillant comme suit :

Désignation	2017	2016
Charges d'intérêts s/ Emprunts Long Terme	602 704,877	750 648,873
Charges d'intérêts s/ Emprunts Court Terme	27 525,618	14 053,350
Charges d'intérêts s/ Crédits Leasing	3 154,038	3 144,162
Intérêts de retard s/ Emprunts	28 430,961	32 579,885
Pertes de change	39,880	396,732
Intérêts s/Comptes courants bancaires	24 312,948	14 390,229
Charges Financières (1)	686 168,322	815 213,231
Commissions de change	(6 383,002)	(9 752,386)
Intérêts créditeurs	(605,207)	(1 767,572)
Revenus des autres créances	-	(14,880)
Gains de change	(685,698)	(17,200)
Produits Financiers (2)	(7 673,907)	(11 534,838)
Charges Financières Nettes (1) – (2)	678 494,415	803 661,193

Note 23 : PRODUITS DE PLACEMENT

Les produits de placement se sont élevés à la clôture de l'exercice à DT : 1.206,637 contre DT : 13.366,041 à l'issue de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016
Produits des placements	-	13 366,041
Plus-value s/Cession valeurs mobilières (<i>Placement en SICAV</i>)	1 206,637	-
Total	1 206,637	13 366,041

Note 24 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires se sont élevés à la clôture de l'exercice à DT : 3.925,213 contre DT : 1.005,144 à l'issue de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016
Plus-value s/Echange d'immobilisations	3 225,442	-
Gains s/ Différences de règlement	699,771	1 005,144
Total	3 925,213	1 005,144

Note 25 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

Les autres pertes ordinaires se sont élevées à la clôture de l'exercice à DT : 6.598,877 contre DT : 18.722,201 à l'issue de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016
Pertes s/ différences de règlement	1 295,512	565,161
Moins-value s/Echange d'immobilisations	421,747	-
Pénalités fiscales	1 044,553	18 157,040
Pénalités & pertes sociales	3 837,065	-
Total	6 598,877	18 722,201

Note 26 : AMORTISSEMENTS DIFFERES (ANNEXE D)

Exercice	Amortissements différés imputables	Reports déficitaires	Reports déficitaires imputés	Reports déficitaires ordinaires	Total
Exercice 2013	154 494,057			0,000	154 494,057
Exercice 2014	843 045,300			0,000	843 045,300
Exercice 2015	1 583 535,146			0,000	1 583 535,146
Exercice 2016	1 925 668,545			0,000	1 925 668,545
Exercice 2017	586 113,048			0,000	586 113,048
Total	5 092 856,096	0,000	0,000	0,000	5 092 856,096

ANNEXE A

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES & CORPORELLES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Désignation	Taux	Valeurs Brutes				Amortissements				Valeur Comptable Nette
		Début de période	Acquisitions	Cessions & Régul.	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions & Régul.	Fin de période	
Logiciels	33%	204 539,698			204 539,698	129 730,820	49 953,946		179 684,766	24 854,932
Logiciel - Matériel de traçabilité STEROS	33%	0,000		21 000,500	21 000,500		6 999,467		6 999,467	14 001,033
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES		204 539,698	0,000	0,000	225 540,198	129 730,820	56 953,413	0,000	186 684,233	38 855,965
Terrains	-	537 396,581		2 703 783,000	3 241 179,581	0,000			0,000	3 241 179,581
221- Terrains		537 396,581		2 703 783,000	3 241 179,581	0,000			0,000	3 241 179,581
Constructions	2%	7 949 861,476		5 182 416,720	13 132 278,196	1 191 026,002	143 809,319		1 334 835,321	11 797 442,875
222- Constructions		7 949 861,476		5 182 416,720	13 132 278,196	1 191 026,002	143 809,319		1 334 835,321	11 797 442,875
Installations Fluides	10%	3 139 246,849	1 208,522		3 140 455,371	994 707,618	305 830,008		1 300 537,626	1 839 917,745
Installations Électriques	10%	910 205,457			910 205,457	407 205,876	71 692,450		478 898,326	431 307,131
Installations Ascenseurs	10%	318 474,166			318 474,166	88 913,216	31 862,156		120 775,372	197 698,794
Matériels - Réanimation	10%-15%	988 770,979	2 400,500		991 171,479	424 083,126	79 096,275		503 179,401	487 992,078
Matériels - Cardiovasculaire	10%-15%	1 179 173,800			1 179 173,800	496 528,686	94 589,648		591 118,334	588 055,466
Matériels - Radiologie	10%-15%	4 029 833,200			4 029 833,200	1 845 830,244	314 622,004		2 160 352,248	1 869 480,952
Matériels - Bloc opératoire	10%-15%	3 307 367,144	395 636,902	-21 496,500	3 681 507,546	1 430 973,538	279 367,080	-11 660,276	1 698 680,342	1 982 827,204
Matériels - Maternité	10%-15%	316 138,139			316 138,139	138 496,835	25 086,582		163 583,417	152 554,722
Matériels - Hospitalisation	10%-15%	982 297,355	10 517,931		992 815,286	441 749,517	77 716,260		519 465,777	473 349,509
Instruments médicaux	15%	546 070,824	46 134,345	-8 445,600	583 759,569	219 259,286	84 841,356	-4 949,353	299 151,289	284 608,280
Lingerie	33%	61 123,373	11 131,208		72 254,581	44 075,620	12 137,659		56 213,279	16 041,302
Vaisselle	33%	48 879,444	3 061,400		51 940,844	44 535,011	3 263,553		47 798,564	4 142,280
Matériels - Cuisine	15%-20%	88 407,233	1 364,003		89 771,236	50 649,441	17 665,730		68 315,171	21 456,065
Matériels - Cafétéria	15%-20%	47 809,692			47 809,692	22 827,802	9 561,938		32 389,740	15 419,952
Autres Matériels	15%-20%	7 053,254	8 130,298		15 183,552	1 746,770	1 335,406		3 082,176	12 101,376
Tapis, rideaux & décoration	20%	3 187,280	852,500		4 039,780	1 117,511	776,659		1 894,170	2 145,610
223- INSTALLATIONS TECHNIQUES, M&O MEDICAUX		15 974 038,189	480 437,609	-29 942,100	16 424 533,698	6 652 700,097	1 409 344,764	-16 609,629	8 045 435,232	8 379 098,466
Matériels de Transport	20%	177 025,644			177 025,644	133 578,637	24 135,069		157 713,706	19 311,938
224- MATERIEL DE TRANSPORT		177 025,644			177 025,644	133 578,637	24 135,069		157 713,706	19 311,938
Agenc., Aménag. & Install. Diverses	10%	292 492,837	20 654,376		313 147,213	73 674,243	30 124,805		103 799,048	209 348,165
Installations Caméras de surveillance	10%	2 390,087	734,966		3 125,053	178,485	297,607		476,092	2 648,961
Equipements de Bureau	20%	308 105,128	3 390,592		311 495,720	194 564,718	61 833,561		256 398,279	55 097,441
Matériels informatiques	15%-33%	259 012,514	15 111,676	-1 506,842	272 617,348	244 164,221	10 696,635		254 860,856	17 756,492
Agenc., Aménag. Matériels Etages & Chambres	20%	373 538,663	320,369		373 859,032	207 737,864	74 762,270		282 500,134	91 358,898
228- AUTRES IMMOB. CORPORELLES		1 235 539,229	40 211,979		1 274 244,366	720 319,531	177 714,878		898 034,409	376 209,957
Logiciel & Matériel de traçabilité STEROS		21 000,500		-21 000,500	0,000					0,000
Extension Construction En-cours		22 723,556	13 854,786		36 578,342					36 578,342
Constructions En-cours		595 362,779	20 958,374	-155,020	616 196,133					616 196,133
Install. Électriques En-cours		306 138,344			306 138,344					306 138,344
Install. Fluides En-cours		215 020,741			215 020,741					215 020,741
Install. Rééducation fonctionnelle E-C		237 021,112			237 021,112					237 021,112
Install. Climatisation En-cours		14 919,288	11 802,201		26 721,489					26 721,489
Install. Caméra de surveillance E-C										
232- IMMOBILISATIONS EN-COURS		1 412 216,320	46 615,361	-21 155,520	1 437 676,161	0,000	0,000		0,000	1 437 676,161
Avances & Acomptes s/Commandes		54 334,082	14 025,832	-10 396,287	57 963,627					57 963,627
238- AV. & ACOMPTES S/COMMANDES		54 334,082	14 025,832	-10 396,287	57 963,627					57 963,627
Matériel Cardiovasculaire	10%	52 788,500			52 788,500	5 032,986	5 100,951		10 133,937	42 654,563
Matériel Bloc opératoire	10%	21 989,931			21 989,931	2 096,574	2 124,886		4 221,460	17 768,471
24- MATERIEL LEASING		74 778,431			74 778,431	7 129,560	7 225,837		14 355,397	60 423,034
TOTAL GENERAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		27 415 189,952	581 290,781	7 824 705,813	35 819 679,704	8 704 753,827	1 762 229,867	-16 609,629	10 450 374,065	25 369 305,639

Remarque :

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits et taxes non récupérables ainsi que les frais accessoires directs, nécessaires pour la mise en utilisation de l'immobilisation.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

La société a appliqué le Décret n°2008-492 du 25 Février 2008, fixant les taux maximum des amortissements linéaires et la valeur des actifs immobilisés pouvant faire l'objet d'un amortissement intégral au titre de l'année de leur utilisation.

TABLEAU DE MOUVEMENT DES CAPITAUX PROPRES

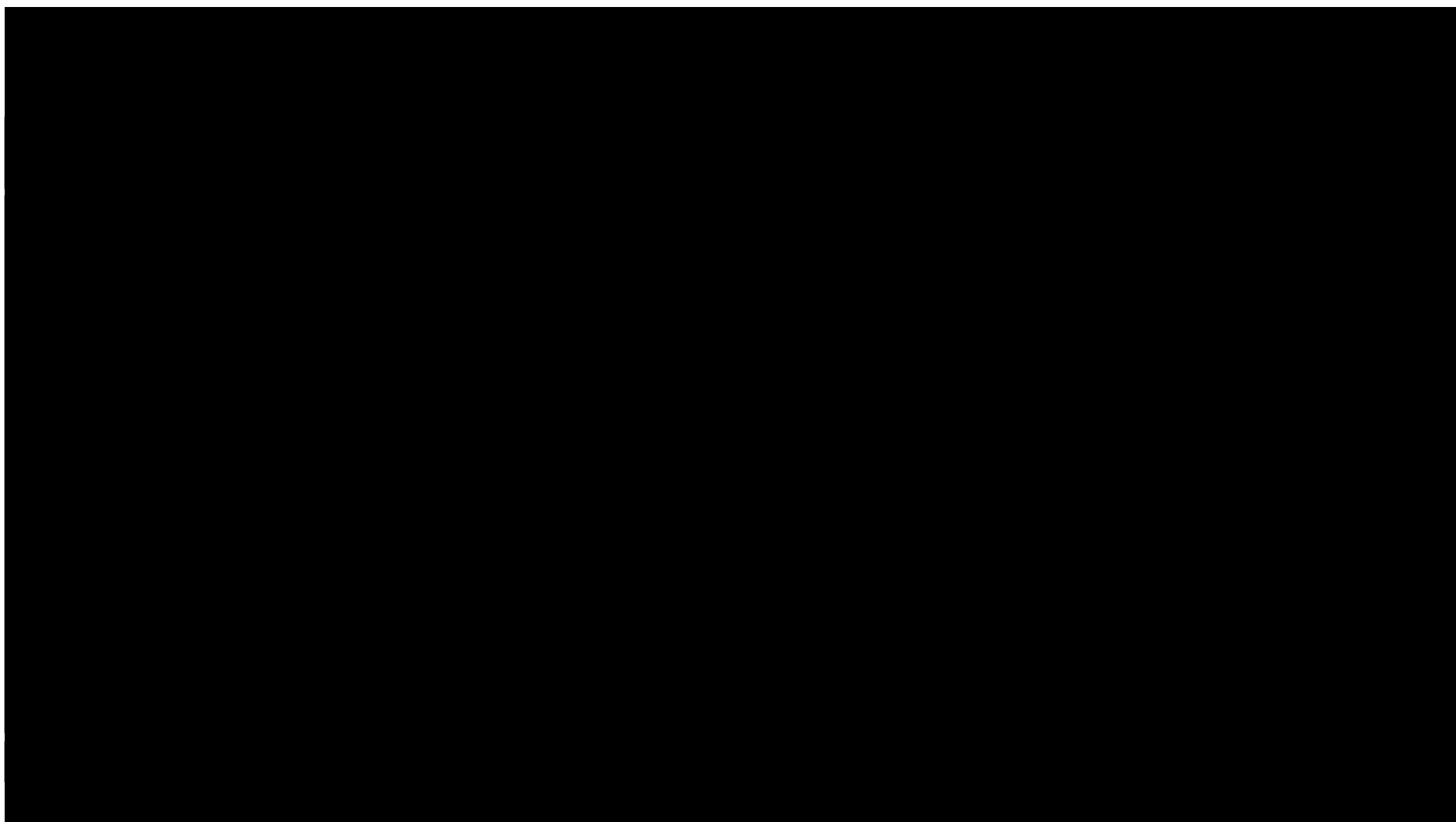
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

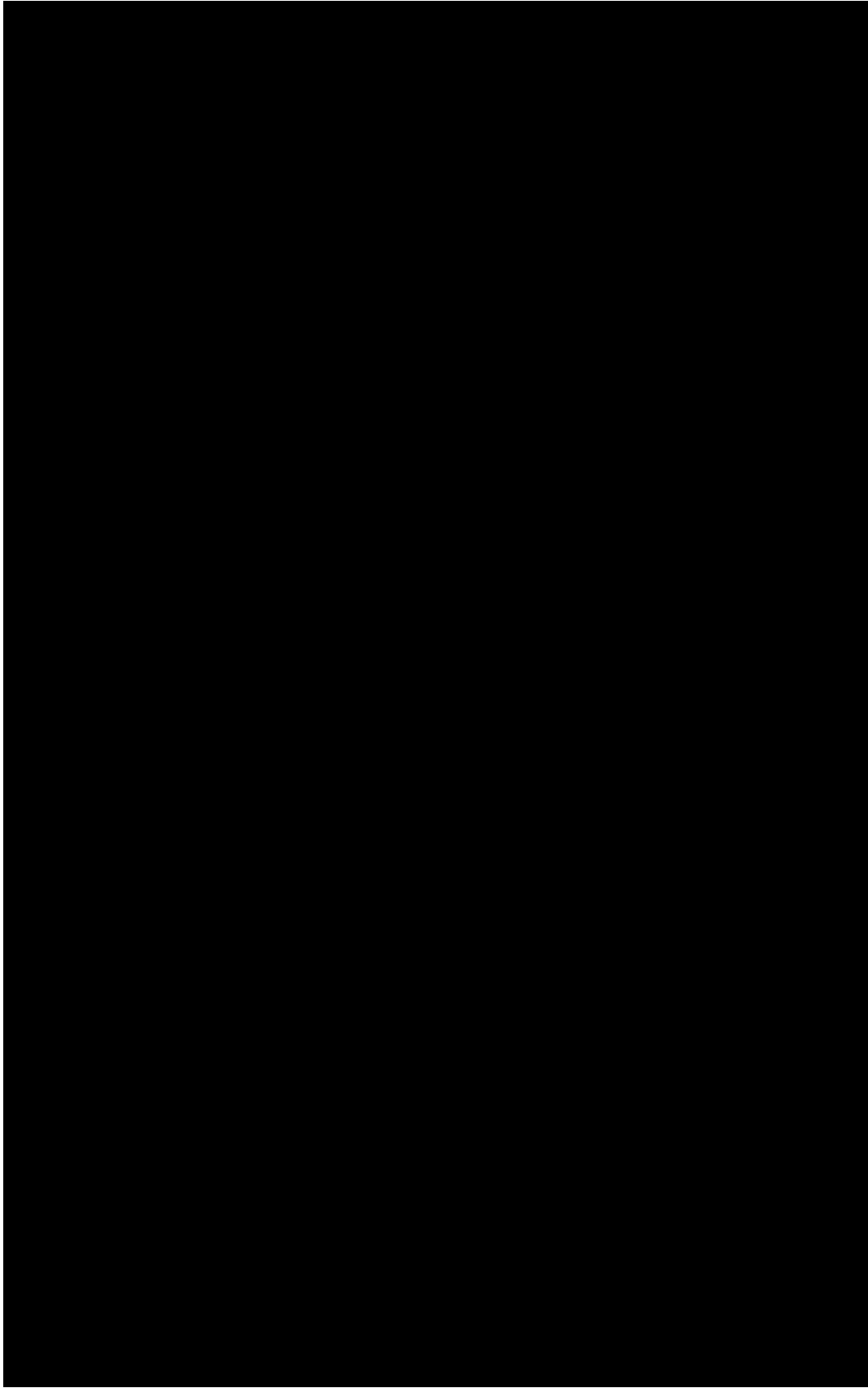
(exprimé en dinars)

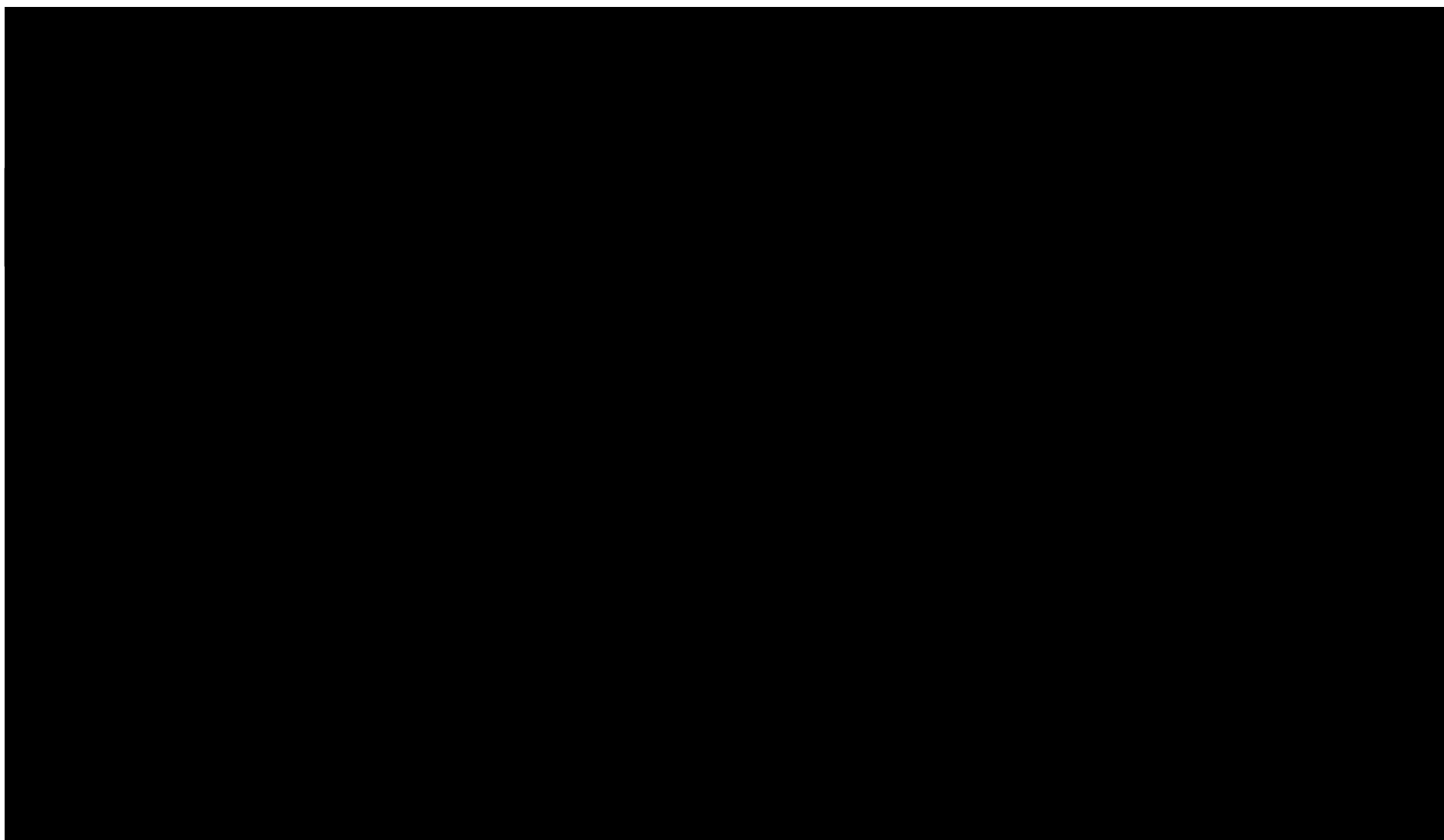
Désignation	Capital social	Réserve légale	Réserve Spéciale (1)	Amort. Différés	Résultats reportés	Modif. Comptables	Résultat de l'exercice	Total
Soldes au 31 Décembre 2015	9 600 000,000	0,000		0,000	-2 022 656,225		-1 644 363,275	5 932 980,500
Affectations AGO du 08/01/2017					-1 644 363,275		1 644 363,275	
Résultat Net de l'exercice 2016							-1 994 202,715	-1 994 202,715
Soldes au 31 Décembre 2016	9 600 000,000	0,000	0,000	0,000	-3 667 019,500		-1 994 202,715	3 938 777,785
Affectations AGO du 05/11/2017					-1 994 202,715		1 994 202,715	0,000
C.A du 21/12/2017 (2)			7 862 750,000					7 862 750,000
Résultat Net de l'exercice 2017							-1 193 905,161	-1 193 905,161
Soldes au 31 Décembre 2017	9 600 000,000	0,000	7 862 750,000	0,000	-5 661 222,215		-1 193 905,161	10 607 622,624

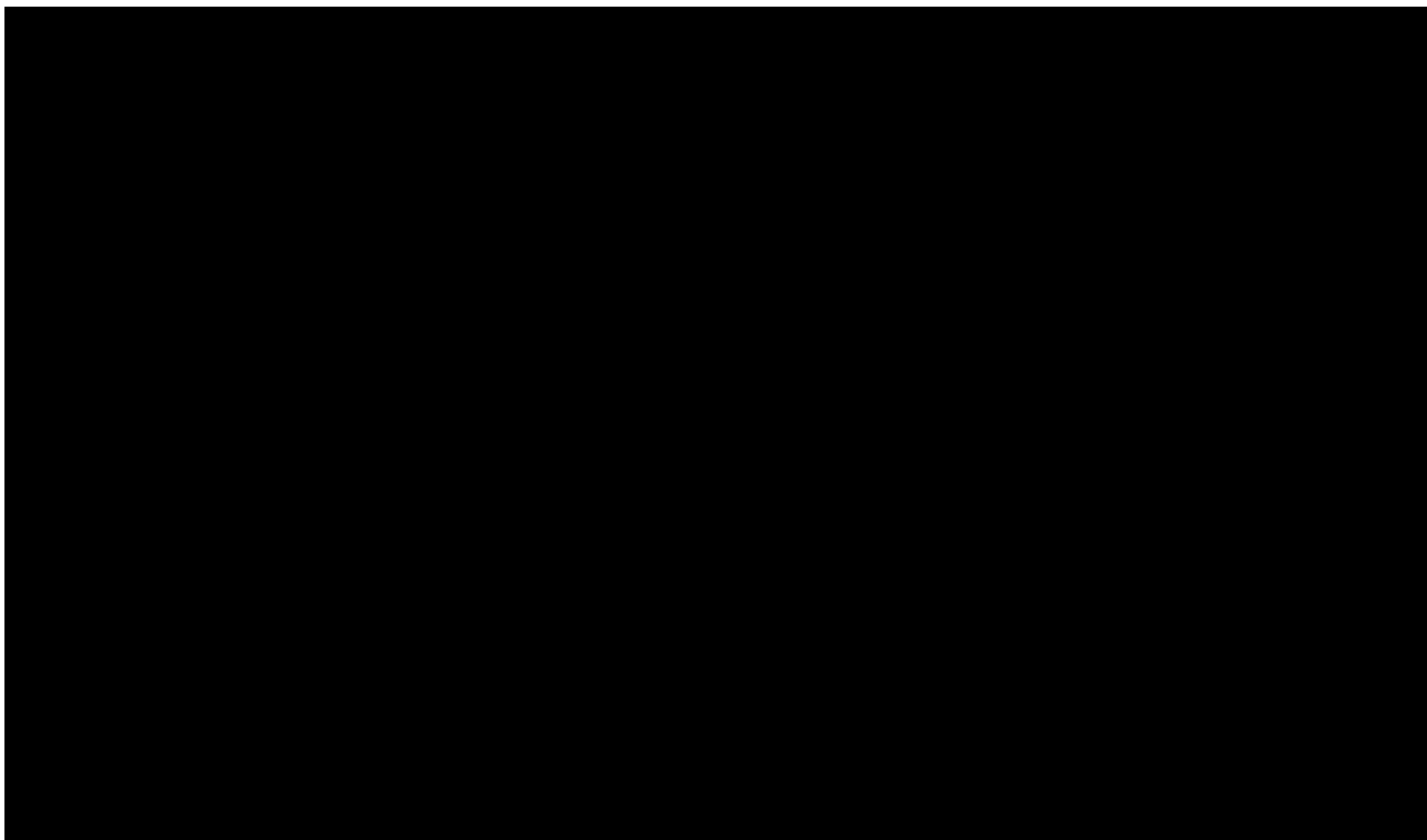
(1) : Réserve spéciale de réévaluation du terrain sur la base d'un rapport d'expertise daté du 07/12/2017. C'est une dérogation à la Norme comptable tunisienne n°5, relative aux Immobilisations Corporelles et au principe du coût historique.

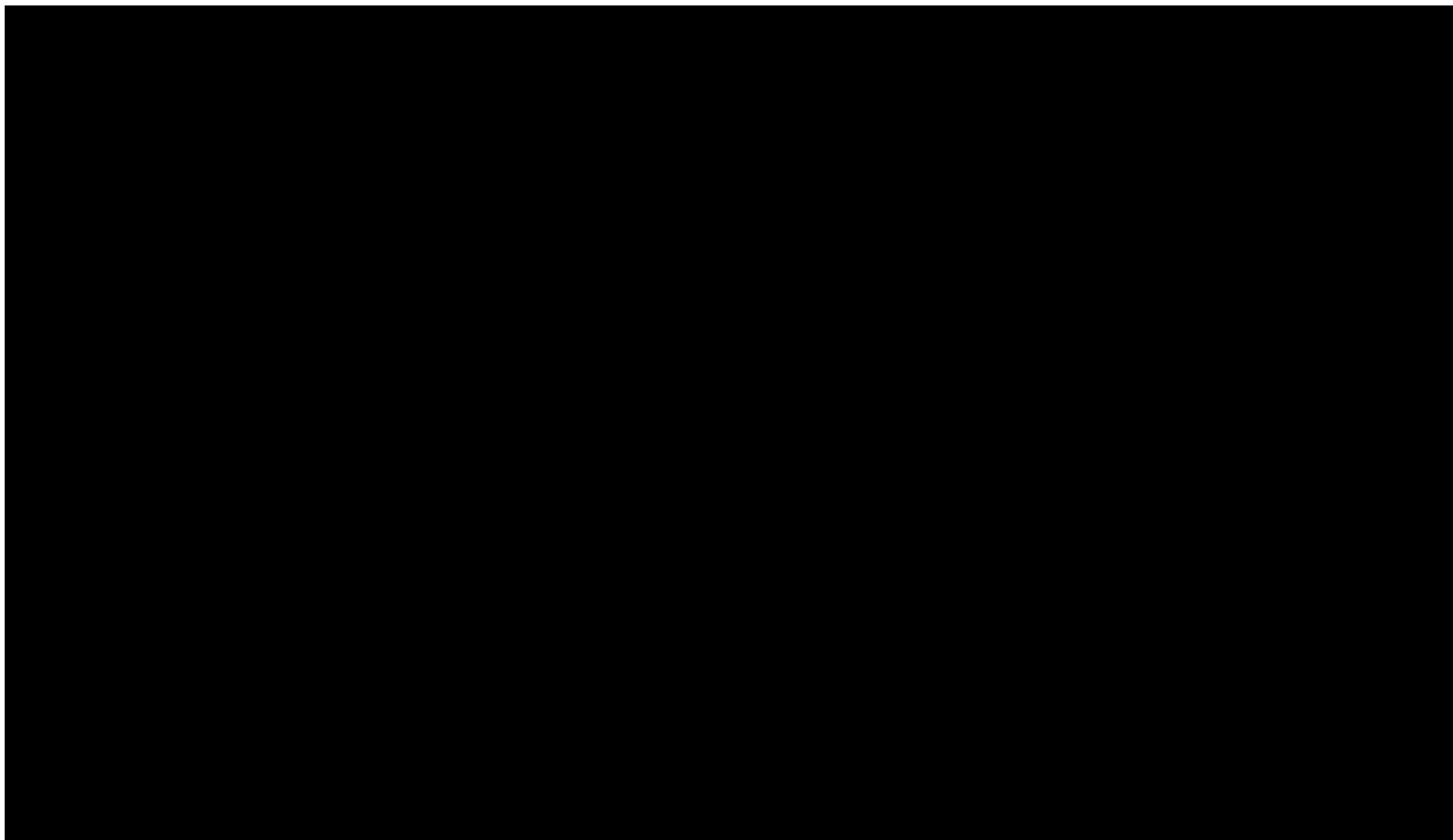
(2) : Cette décision a été entérinée par l'AGE du 21 Janvier 2018.

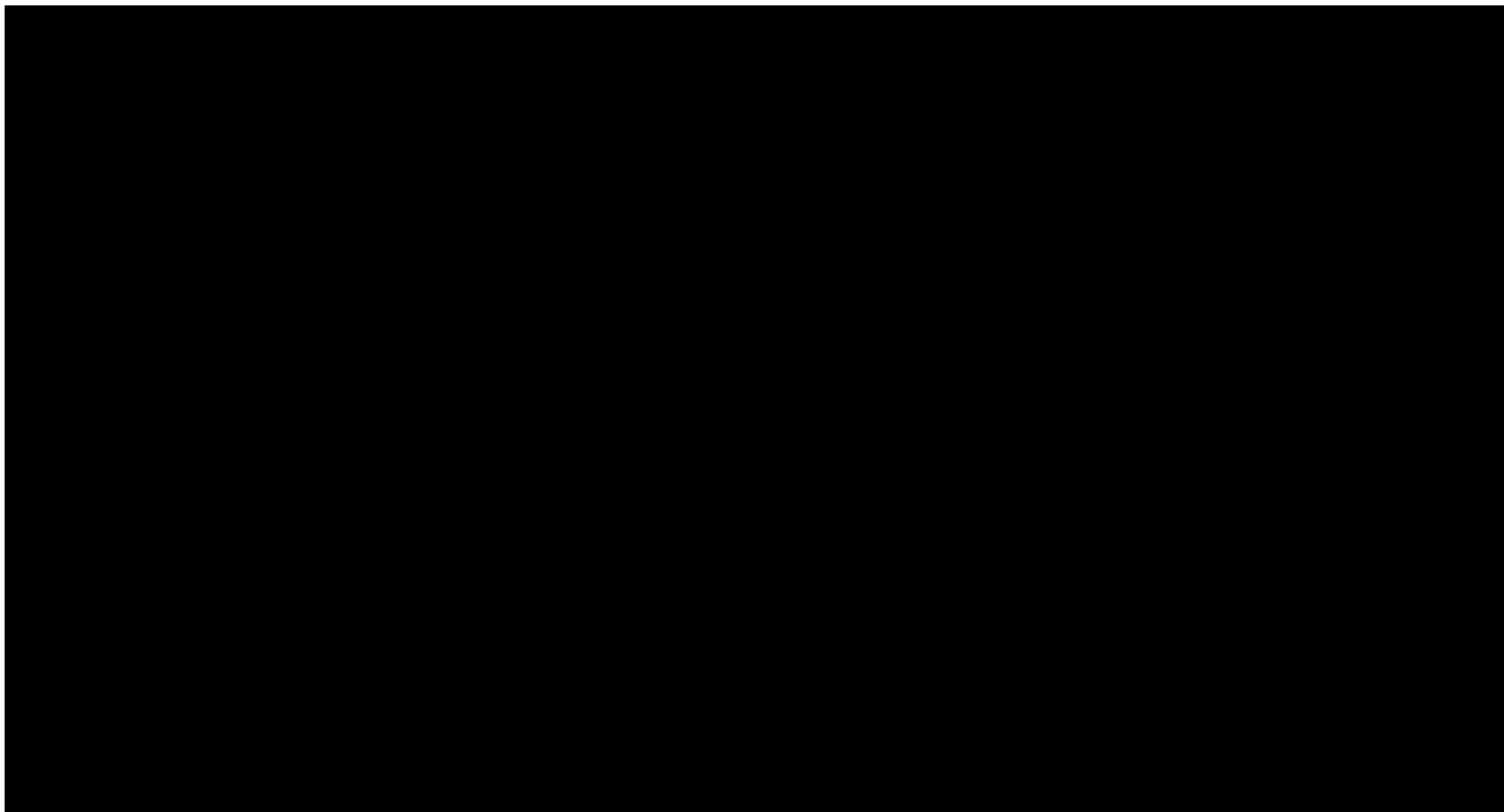


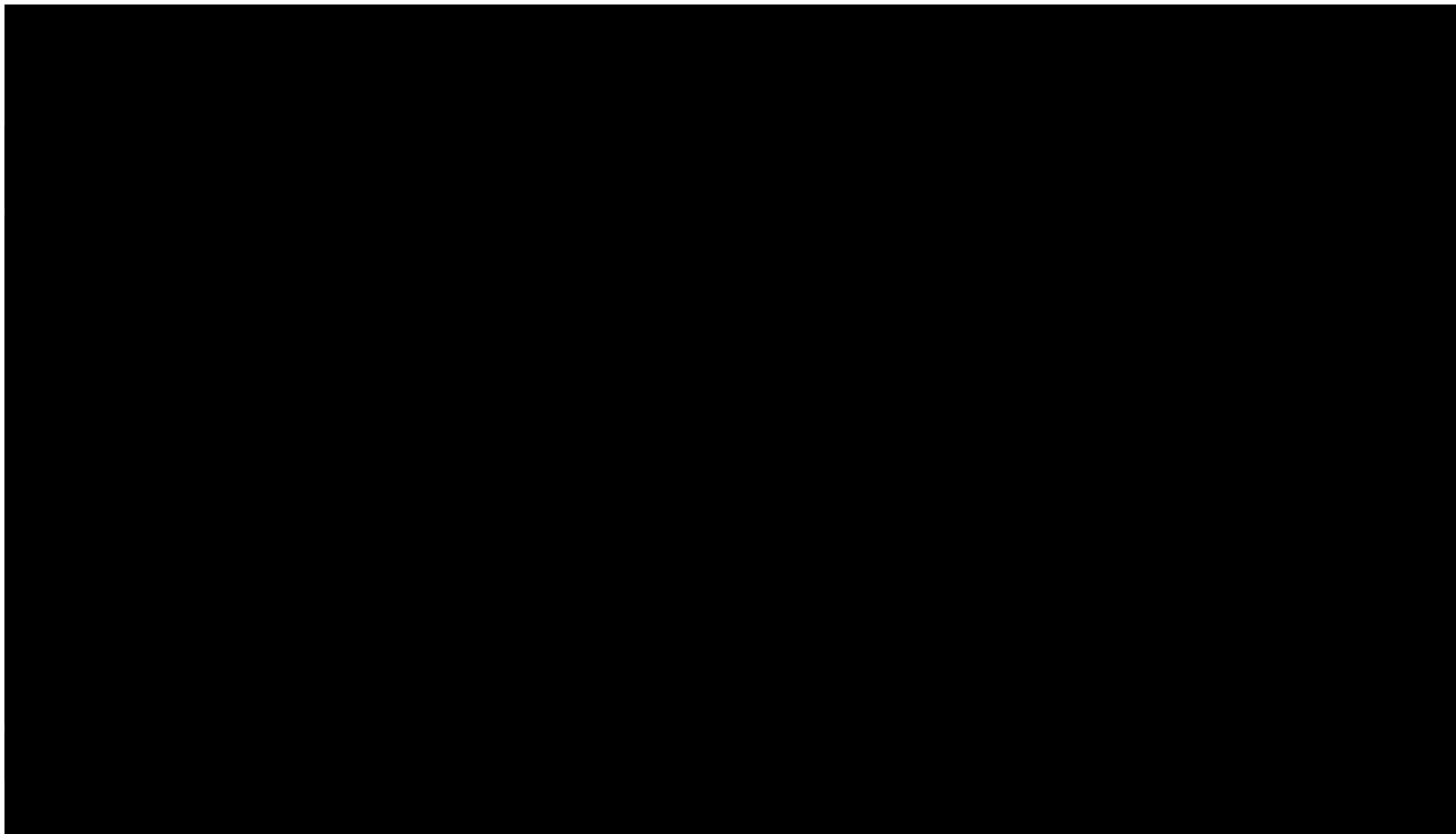












**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017**

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers

1. Opinion avec réserves

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 5 Novembre 2017, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers du **CENTRE INTERNATIONAL CARTHAGE MEDICAL**, S.A, qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2017, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers font ressortir des capitaux propres positifs de DT : 10.607.622,624 DT, y compris le résultat déficitaire de l'exercice s'élevant à DT : 1.193.905,161.

À notre avis, à l'exception des incidences des points décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » de notre rapport, les Etats Financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion avec réserves

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec les réserves suivantes :

2.1. Insuffisance de provisions pour dépréciation des créances clients

La quote-part de la Polyclinique des créances libyennes prises en charge par l'Ambassade de la Libye, le Consulat de la Libye et de l'organisme d'assurance TRUST totalise au 31 Décembre 2017 un montant de DT : 3.461.830,821 qui traîne depuis plusieurs exercices et qui jusqu'à la date de rédaction de notre rapport, aucun encaissement n'a eu lieu à son sujet. Néanmoins, la société n'a provisionné que 25% de ces créances, soit DT : 865.457,705.

Ainsi, vu la situation exceptionnelle en Libye et par application du principe de prudence, nous considérons que la société devrait lever le taux des provisions à 50% desdites créances, soit une provision complémentaire à constater de l'ordre de DT : 865.457,705. (Cf. Note 5)

2.2. Dérogation au principe du coût historique

La société a dérogé au principe du coût historique et au paragraphe 40 de la Norme Comptable n°5 relative aux immobilisations corporelles et ce, en procédant à la réévaluation de son terrain et de ses constructions pour respectivement DT : 2.703.783,000 et DT : 5.182.416,720. (Cf. ANNEXE A et ANNEXE B)

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des Etats Financiers pris dans leur

ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

3.1 Les Immobilisations Corporelles

Question clé de l'audit :

Les immobilisations corporelles, nettes d'amortissements, s'élèvent à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à DT : 25.329.305,639, représentant ainsi 70% du total des actifs. Nous avons considéré que cette rubrique est une question clé d'audit en raison de son importance significative dans les comptes de la société.

Réponses apportées :

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont notamment consisté à :

- Apprécier les procédures de contrôle interne mises en place par la société dans le cadre du processus d'acquisition et de prise en compte des immobilisations ;
- Vérifier l'existence de procédures de gestion des immobilisations et d'un inventaire physique des immobilisations à la clôture de l'exercice ;
- Vérifier les factures et les contrats d'acquisitions et procéder, par échantillonnage, à l'observation physique de certaines immobilisations ;
- Vérifier les tableaux détaillés des amortissements et apprécier les taux d'amortissement utilisés par rapport à la durée d'utilité économique ;

3.2 Les Créances clients

Question clé de l'audit :

Les créances clients, nettes de DT : 1.072.739,822 de provisions pour dépréciation, s'élèvent à la clôture de l'exercice à DT : 8.898.330,447 et représentent ainsi 24,6% des actifs.

Nous avons considéré que cette rubrique est une question clé d'audit en raison de son importance significative dans les comptes de la société et des risques liés notamment au recouvrement aux créances libyennes.

Réponses apportées :

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Mener des entretiens avec la direction pour prendre connaissance des procédures mises en place par la société pour apprécier les risques de non recouvrement ;
- Procéder à des revues critiques des jugements formulés par la direction dans le cadre de l'évaluation des risques de non recouvrement et apprécier le caractère raisonnable des estimations et hypothèses retenues dans le calcul des provisions pour dépréciation ;
- Auditer la balance âgée et s'assurer de l'application de la politique de la direction en matière de provision pour dépréciation des créances douteuses ;

3.3 Les Revenus

Question clé de l'audit :

Les revenus de l'exercice s'élèvent à DT : 12.734.890,356 au 31 décembre 2017. Ils représentent 99,5% des produits de la société.

Nous avons considéré que la prise en compte de revenu est une question clé d'audit en raison du volume important des transactions de vente et leur importance significative dans les comptes de la société.

Réponses apportées :

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont notamment consisté à :

- Apprécier les procédures de contrôle interne mises en place par la société dans le cadre du processus de prise en compte des revenus ;
- Vérifier la concordance entre les bases commerciales et les revenus comptabilisés par la société ;
- Réaliser un examen analytique détaillé des revenus afin de corroborer les données comptables notamment avec les informations de gestion, les données historiques, l'évolution tarifaire, les tendances du secteur et la réglementation y afférente ;.
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies sur les revenus présentées dans les notes aux états financiers

4. Rapport du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ce rapport.

En effet, conformément aux dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les Etats Financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Lors de la préparation des Etats Financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

6. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter

de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne

Nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des Etats Financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les Etats Financiers. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit sera remis à la Direction de la société.

2. Application des dispositions de l'article 388 du Code des sociétés commerciales

Les fonds propres de la société, compte non tenu de la réserve spéciale de réévaluation, demeurent en deçà de la moitié du capital. (Cf. ANNEXE B)

Conformément aux dispositions de l'article 388 du Code des Sociétés Commerciales, le Conseil d'administration a provoqué, en date du 21 Janvier 2018, et suite à l'approbation des comptes de l'exercice 2016, une réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui a statué sur la continuité de l'exploitation et sur le principe d'augmentation du capital d'un montant égal, au moins, à celui des pertes.

3. Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires à mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularités liées à la conformité des comptes des valeurs mobilières de la société avec la réglementation en vigueur.

4. Conformité aux dispositions de la Loi n°94-117 du 14 Novembre 1994

La société s'est conformée aux obligations prévues par la Loi n°94-117 du 14 Novembre 1994, portant réorganisation du Marché financier, en tant que société faisant appel public à l'épargne, étant donné que le nombre d'actionnaires est devenu supérieur à cent (100).

Tunis, le 14 Juin 2018

Le Commissaires aux comptes
Hichem AJBOUNI

RAPPORT SPECIAL

(Exercice Clos le 31/12/2017)

En application des dispositions des articles 200 et suivants, et de l'article 475 du Code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués et réalisées au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2017.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous revient pas de mener des travaux supplémentaires ou des recherches spécifiques étendues en vue de relever l'éventuelle existence de ces conventions ou de ces opérations. Il nous revient, par ailleurs, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions ou des opérations, qui ont été portées à notre connaissance ou qui ont été relevées au travers de nos travaux d'audit et ce, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et bien fondé. Il vous appartient ainsi d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leurs approbations.

A- Opérations réalisées dans le cadre de nouvelles conventions (autres que les rémunérations des dirigeants) :

Le Conseil d'administration ne nous a donné avis d'aucune nouvelle opération régie par les dispositions de l'article 200 du Code des sociétés commerciales.

B- Opérations réalisées dans le cadre de conventions antérieures (autres que les rémunérations des dirigeants) :

Ces conventions conclues dans le cadre d'anciennes conventions continuent à produire leurs effets au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2017. Elles se détaillent comme suit :

1. Emprunts contractés :

Les encours des emprunts contractés au cours des exercices antérieurs se présentent comme suit :

EMPRUNT	Montant (En DT)	Remboursement	Restant Dû en Principal	Intérêts restant à payer
Amen Bank - BEI	3 000 000,000	-1 005 825,098	1 994 174,902	245 378,947
Amen Bank - BEI	3 000 000,000	-1 005 825,098	1 994 174,902	245 378,947
Amen Bank - BEI	2 000 000,000	-670 550,065	1 329 449,935	163 585,962
Amen Bank - BEI	4 300 000,000	-1 210 501,354	3 089 498,646	351 709,824
Amen Bank - BEI	2 700 000,000	-905 242,251	1 794 757,749	220 841,052
Amen Bank - BEI	500 000,000	-106 721,913	393 278,087	68 133,283
Amen Bank - BEI	350 000,000	-74 705,340	275 294,660	47 693,300
Amen Bank - BEI	650 000,000	-60 091,013	589 908,987	174 080,083
Amen Bank - BEI	1 000 000,000	-	1 000 000,000	347 274,837
Amen Bank - BEI	500 000,000	-	500 000,000	173 846,333
IJARA	74 778,431	-61 464,793	13 313,638	250,576
TOTAL	18 074 778,431	-5 100 926,925	12 973 851,506	2 038 173,144

2. Opérations commerciales courantes

Parties Liées « P.L »	Objet	Qualité	Solde 2016	Mouvements de l'Exercice	Règlements	Solde 2017
C.I.R, Sarl	Imagerie Médicale	Le Gérant de la CIR, Mr Haykel DEBBABI, est Administrateur à C.M	-482 702,951	-775 628,206	681 661,136	-576 670,021
Dr Ahmed RHIM	Pharmacie	Administrateur à C.M	-61 978,636	-81 821,192	130 945,846	-12 853,982
Dr Massouda BETTAIEB	Pharmacie	Actionnaire	-69 785,799	-65 330,119	138 381,443	3 265,53
SOCIETE RUSPINA TELECOM (Faouzi HMIDA)	Equipements électroniques et services d'entretien	Gérant P.L et Actionnaire CM	-985,415	-3 254,372	3 426,194	-813,593
Maître Khaled ZIDI	Assistance & Conseil Juridique	Actionnaire	- 1 764,000	-10 584,000	10 584,000	-1 764,000
Horizon Santé, Sarl	Convention de partenariat avec INAMO	Associés Horizon Santé : Mourad CHAABOUNI Administrateur et Mr Nabil MAJDOUB actionnaire	13 222,454	176 711,783	-63 858,872	126 075,365

C- Obligations et engagements de la société envers les dirigeants :

1. Le Conseil d'administration, tenu le 2 Juin 2016, a porté la rémunération mensuelle nette du Président Directeur Général à Trois mille dinars (3.000DT) sur la base de douze (12) mensualités et ce, à effet du 1^{er} Juin 2016.

En outre, le Conseil, réuni en date du 23 Décembre 2015, lui a accordé un forfait mensuel de 500DT au titre des frais de carburant et 100DT au titre des frais de communication.

2. Le Conseil d'administration, tenu le 20 Juillet 2014, a fixé le montant des honoraires mensuels alloués à Monsieur Majdi FOURATI au titre de sa fonction de Directeur médical, à Mille dinars (1.000DT) nets.

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux d'audit n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions des articles 200 et 475 du Code des sociétés commerciales.

Tunis, le 14 Juin 2018

Le Commissaires aux comptes
Hichem AJBOUNI